

Carrefour.

information

Mars 2006



Symbole chinois : femme

Mercredi 8 *Journée internationale des femmes*

Vendredi 17 *Spectacle d'humour*

- Thème : « D'hiver-cité ». Cette activité a lieu dans le cadre de la semaine d'actions contre le racisme.
- Invité : Boucar Diouf. Cet humoriste québécois d'origine sénégalaise se définit comme un baobab recomposé...! Il nous propose un savoureux mélange d'humour qui nous fait voyager entre la banquise et la savane créant ainsi par le rire des ponts entre deux cultures.
- Heure : 20 h
- Lieu : Musée de la civilisation, Auditorium I
85, Dalhousie, Québec
- Coût : 5\$; Étudiants et Amis du Musée : 2\$
- Information : (418) 649-2158

Organisé par le Musée de la civilisation de Québec

Samedi 18 *Soirée cinéma*

- Thème : « Trilogie : Intolérance ». Antitube présente trois courts films d'animation du réalisateur britannique Phill Mulloy réputé pour son humour violent, ses percutantes critiques sociales et ses créatures bêtes et méchantes. Cette activité a lieu dans le cadre de la semaine d'actions contre le racisme.
- Invité : Projection en présence du réalisateur.
- Heure : 19 h 30
- Lieu : Musée de la civilisation, Auditorium I
85, Dalhousie, Québec
- Coût : 5\$ Étudiants, membres d'Antitube et Amis du Musée : 2\$
- Information : (418) 649-2158

Organisée par la Cinémathèque québécoise, le Musée de la civilisation et le British Council



Lundi 20 *Conférence*

- Thème : « Regard sur l'eau dans différentes cultures : sa dimension culturelle, symbolique et spirituelle ». Quatre personnes de différentes origines viendront nous dire quelle place prend l'eau dans leur culture d'origine.
- Invités : Aigle Bleu, guérisseur et conseiller spirituel de la nation Cherokee, auteur de quatre livres sur la spiritualité et les traditions amérindiennes, et de plusieurs disques de musique amérindienne. Boufeldja Benabdallah, de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie, co-fondateur du Centre culturel islamique de Québec et de l'Association des Étudiants Musulmans de l'Université Laval. Ivan Ignacio, coordonnateur national du Conseil Andin des Premières Nations au Canada, impliqué dans la lutte pour les droits fondamentaux des autochtones en Bolivie et au Québec depuis 1977. Laurence Traoré, originaire d'Afrique de l'ouest francophone, ex-secrétaire d'ambassade et actuellement femme d'affaires dans le domaine de l'automobile et importatrice d'œuvres d'art de pays membres de la francophonie.
- Heure : 19 h 30
- Lieu : Tam Tam Café
421, boulevard Langelier (angle boulevard Charest) Québec
- Information : Développement et Paix : 683-9901

Organisée par Développement et Paix

Mardi 21 *Atelier/débat*

- Thème : « Eau et santé » – Alors que le Québec s'engage dans un débat sur l'avenir du système de santé et de la place du secteur privé dans ce service essentiel, vous êtes invitéEs à prendre en considération l'un des déterminants majeurs de la santé. Une réflexion sur les moyens à prendre pour assurer le respect du droit à la santé pour tous et toutes, ici comme ailleurs dans le monde.
- Invités : Serge Roy, président de l'Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau (AQCME) et membre du Réseau de vigilance. D'autres invités pourront s'ajouter.
- Heure : 19 h 15
- Lieu : Services diocésains,
1073, René-Lévesque ouest, salle 153
- Information : Serge Roy, AQCME : 522-5705 ou 563-7968.

Organisé par l'Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau (AQCME)

Mardi 21 *Conférence*

- Thème : « Autopsie du mythe de la race et du préjugé de couleur ». Pour comprendre le racisme il faut examiner son idée maîtresse, la race. Sujet difficile tant la réalité des différences raciales semble une évidence. L'histoire de la race montre que cette idée a toujours dérivé entre la science et le préjugé social. Cette dérive se poursuit aujourd'hui dans de nombreuses sciences qui pratiquent le fondamentalisme biologique sur des sujets tels : la race et l'intelligence ou les superman noirs dans le sport ou le profilage racial en médecine. Que pouvons-nous faire contre ces dérives? Cette activité a lieu dans le cadre de la semaine d'actions contre le racisme.
- Invité : Jean-Jacques Chalifoux, biologiste et anthropologue.
- Heure : 20 h
- Lieu : Musée de la civilisation, Auditorium I
85, Dalhousie, Québec
- Information : (418) 649-2158

Organisée par le Musée de la civilisation de Québec



Mercredi 22

Spectacle littéraire

- Thème : « Polars contre le racisme ». Présentation de fictions radiophoniques basées sur des textes publiés dans le recueil Boucs émissaires (Les 400 coups 2005). Les textes retenus par Rhizome sont : Le visage de la haine, de Barbara Abel, Le noir des glaces, de Jacques Côté et Nous sommes tous des gitans Belges, de Didier Daeninckx.
- Invités : Les auteurs Jacques Côté et Didier Daeninckx.
- Heure : 19 h 30
- Lieu : Musée de la civilisation, Hall 85, Dalhousie, Québec
- Coût : 3\$; Étudiants et Amis du Musée : 1\$
- Information : (418) 649-2158

Organisé par le Musée de la civilisation de Québec en collaboration avec les Productions Rhizome

Mercredi 22

Table-Ronde

- Thème : « Le rôle des médias et la discrimination, comment mieux utiliser les médias ». Cette activité se tient dans le cadre de la semaine d'actions contre le racisme.
- Invités : Avec Nancy Gagnon (Ligue des droits et libertés), Annik Savard (Coalition Contre la discrimination), Hélène Nazon (Journal Droit de parole), Andrée Pommerleau (CKIA) et Pierre Martineau (TQS). Animation, Milandre Demers.
- Heure : 17 h 30
- Lieu : Musée de la civilisation, Auditorium II 85, Dalhousie, Québec
- Coût : Entrée Libre
- Information : (418) 649-2158

Organisée par l'Association des communautés culturelles et des artistes et le Musée de la civilisation de Québec

Mercredi 22

Foire aux alternatives

- Thème : « Prends conscience de ton environnement ». La Foire aux alternatives aura lieu dans le cadre de la semaine de l'environnement à l'Université Laval.
- Heure : 9 h 30 à 14 h 30
- Lieu : Pavillon Charles-De Koninck, niveau 0 Université Laval, Québec
- Information : (418) 656-2131 poste 6699
univert@public.ulaval.ca

Organisée par Univert Laval

Mercredi 22

Journée internationale de l'eau

- Thème : Journée internationale de l'eau
- Horaire : 11 h-16 h : Kiosques de sensibilisation aux pavillons De Koninck et Desjardins, avec la participation d'Univert Laval, Ingénieurs sans Frontières, Développement et Paix, etc.
11 h 30 : Conférence sur l'eau au pavillon DeKoninck (salle à déterminer)
Invités : Frédéric Lasserre, spécialiste de la géopolitique de l'eau
Ivan Ignacio, Coordonnateur National du Conseil Andin des Premières Nations au Canada
Un troisième conférencier se joindra au panel.
20 h 30 : Concert sous le thème de la journée mondiale de l'eau (lieu à confirmer)
- Lieu : Université Laval, salles à déterminer
- Information : amelie.proulx.1@ulaval.ca ou au 683-9901.

Organisé par le CRIAC, le groupe de jeunes de Développement et Paix de l'Université Laval et Univert Laval



Mercredi 22

Marche pour l'eau

- Thème : Marche contre la privatisation de l'eau.
- Heure : Rassemblement à 11 h 45 devant le Complexe G, 1035, de la Chevrotière
Fin de la marche devant l'Hôtel de Ville de Québec
- Lieu : Du Complexe G à l'Hôtel de Ville de Québec
- Information : Serge Roy, AQCME : 522-5705 ou 563-7968 ou Développement et Paix : 683-9901.

Organisée par les AmiEs de la Terre de Québec, l'AQCME et Développement et Paix

Jeudi 23

Atelier/débat

- Thème : « Eau et changements climatiques ». Activité organisée dans le cadre de la semaine internationale de l'eau.
- Invités : A déterminer.
- Heure : 19 h 15
- Lieu : Services diocésains, 1073, René-Lévesque ouest, salle 153, Québec
- Information : Serge Roy, AQCME : 522-5705 ou 563-7968.

Organisé par l'Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau (AQCME)

Vendredi 24

Soirée « conteurs d'eau »

- Thème : L'eau et les enjeux de la privatisation. Soirée multidisciplinaire incluant des contes, de la musique et un panel de discussion sur les enjeux qui touchent à la loi 134 et à la privatisation de l'eau.
- Invités : Marie-Claude Prémont, Vice-doyenne de la chaire de Droit de l'Université McGill
Serge Roy, Association pour un contrat mondial de l'eau
Catherine Couillard ou Claude Vaillancourt, ATTAC-Québec
La conteuse Geneviève Marier (du comité EAU Montcalm)
Todd Picard (du groupe les Batinsés) et son marais magnifique
Éric Beurivage (DJ Cyre)
Et plusieurs autres !
- Lieu et heure : À préciser.
- Information : comiteeau.sjb@hotmail.com ou au 522-5586.

Organisée par le Comité Eau du quartier St-Jean-Baptiste

Dimanche 26

Forum

- Thème : Forum populaire sur la gestion de l'eau par bassin versant. Conférences, panel de discussion, kiosques. Activité organisée dans le cadre de la semaine internationale de l'eau.
- Heure : 12 h 30 (accueil à partir de midi)
- Lieu : Centre Lucien Borne
100 chemin Ste-Foy (coin De Salaberry et du chemin Ste-Foy).
- Coût : Entrée libre, contribution volontaire.
- Information : AmiEs de la Terre, 522-2744 ou eau@atquebec.org

Organisé par le comité EAU des AmiEs de la Terre de Québec



BOUTIQUE ÉQUIMONDE

365, boul. Charest Est

Nouvel horaire

Lundi 9 h à 17 h	Mardi 9 h à 17 h	Mercredi 9 h à 17 h	Jeudi 9 h à 21 h	Vendredi 9 h à 21 h	Samedi 9 h à 17 h
-------------------------------	-------------------------------	----------------------------------	-------------------------------	----------------------------------	--------------------------------

Venez aussi visiter notre nouveau point de service au Complexe Jacques-Cartier, édifice de la Bibliothèque Gabrielle-Roy, du lundi au vendredi de 10 h à 17 h.



Mot de CTM

Retour sur le VIe Forum social mondial et la révolution bolivarienne

C'est dans un Venezuela en pleine révolution bolivarienne que s'est tenu le VIe Forum social mondial (FSM) du 24 au 29 janvier 2006. Réparti sur trois continents, le FSM polycentrique 2006 se tenait d'abord à Bamako au Mali¹, du 19 au 23 janvier, avant celui de Caracas au Venezuela et celui de Karachi au Pakistan qui aura lieu du 24 au 29 mars prochain. Réunissant 80 000 intellectuelEs, déléguéEs d'organisations locales et internationales, syndicalistes, militantEs, féministes, écologistes et membres de la société civile, la rencontre de Caracas a permis aux personnes et aux organisations désireuses de construire des alternatives sociales, culturelles, politiques et économiques au néolibéralisme de se rencontrer, de créer des réseaux d'échange et de préparer ensemble des actions communes.

Le VIe Forum social mondial s'est ouvert sur une grande marche contre la guerre et l'impérialisme qui réunissait quelques 50 000 représentantEs d'organisations vénézuéliennes et internationales. Défilèrent conjointement dans les rues de Caracas, les groupes en faveur du droit à l'éducation et à la santé, les groupes de défense des droits des travailleurs et des femmes, les organisations luttant contre l'entrée des multinationales en Amérique Latine et la militarisation, les porte-parole des communautés autochtones voyant leurs droits bafoués par les traités de libre-échange, les activistes en faveur de la paix et de l'autodétermination des peuples et bien d'autres. Bref, des gens de partout étaient réunis, portant, chacun à bout de bras, une cause qui convergeait dans la même direction, soit la résistance à l'ordre économique mondial actuel, imposé et discuté au même moment à Davos, en Suisse, par les grandes puissances économiques et les dirigeants des multinationales qui se chargent de jeter les règles du commerce international sans consultation publique.

Cette année, les délégations les plus nombreuses provenaient du Venezuela, de la Colombie, du Brésil et des États-Unis. Plus nombreux que les années antérieures, ce sont 2000 déléguéEs américainEs, dont Cindy Sheehan², qui étaient présentEs au FSM en vue de rappeler l'existence des organisations sociales américaines et l'opposition grandissante envers les politiques du gouvernement Bush. À noter également, une importante délégation québécoise, comprenant environ 400 personnes³, dont les déléguéEs d'ATTAC-QC, d'Alternatives, de la CSN, de l'AQOCI et de la FNEEQ, ainsi que Françoise David de Québec Solidaire⁴. Parmi les groupes les plus remarquables, soulignons une délégation de Colombiens portant une banderole où on pouvait lire, au-dessus d'une bouteille de Coca Cola en forme de revolver, « *parce que j'aime la vie, je ne bois pas de Coca Cola* », faisant référence aux liens entre la consommation, le trafic d'armes et la mort de syndicalistes en Colombie.

Les participantEs au Forum social mondial de Caracas pouvaient assister à quelques 1800 ateliers dispersés sur 9 sites très éloignés les uns des autres. La prédominance des ateliers et des conférences portant sur le pouvoir politique aura caractérisé ce forum qui, en se tenant au Venezuela en pleine révolution bolivarienne, peu de temps après l'élection d'Evo Morales en Bolivie et de Michelle Bachelet au Chili, et face à la crise politique que vit le gouvernement de Lula da Silva au Brésil, ne pouvait éviter la question des rapports entre mouvements populaires, partis de gauche et gouvernements progressistes⁵. Les ateliers concernant l'abolition de la dette, la militarisation, la résistance à l'OMC, à la privatisation de l'eau et la lutte aux paradis fiscaux auront également suscité beaucoup d'intérêt. Jusqu'à la toute fin du Forum, fut rappelé l'importance de développer les médias alternatifs afin qu'ils deviennent des médias de masse qui respectent la pluralité des opinions en demeurant des outils d'expression et de participation citoyenne.

Pour certainEs, c'est avec déception qu'ils constatèrent moins de diversité dans les ateliers proposés comparativement à l'an dernier et certains thèmes tels que l'économie solidaire, le commerce équitable, l'environnement ou l'art engagé être beaucoup moins abordés. L'espace-atelier « Art, pouvoir et transformation sociale » proposé par 4 organisations⁶ fut une des rares mais bonnes occasions pour les artistes, artisanEs, militantEs et intellectuelEs de se pencher sur la résistance à l'homogénéisation culturelle et l'espace concret de l'art (sous toutes ses formes), de son avenir et de sa pertinence au sein des forums mondiaux et régionaux. Il en est ressorti la nécessité d'ouvrir un dialogue avec le Conseil hémisphérique du FSM afin de mettre en valeur la culture et les arts, ainsi que leur rôle dans l'accroissement du pouvoir communautaire⁷.

¹ Environ 20 000 personnes participèrent au FSM de Bamako. Les quelques 800 ateliers portèrent entre autres sur l'immigration, la dette, la place des femmes et des jeunes, la question de l'eau et les impacts des politiques du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale.

² la mère d'un soldat tué en Irak devenue une fervente militante anti-guerre.

³ Il me faut mentionner la grande participation des Québécois présents au Campement Intercontinental de la Jeunesse (CIJ) dans la diffusion et la promotion des principes d'autogestion, d'écologie et de démocratie participative. Ceux-ci n'ont pas hésité à s'impliquer activement lors des assemblées générales ainsi qu'au sein des différents comités du CIJ (communication, nourriture, infrastructures et déchets).

⁴ ATTAC-QC (Association pour la Taxation des Transactions Financières pour l'Aide au Citoyen), CSN (Confédération des syndicats nationaux), AQOCI (Association québécoise des organismes de coopération internationale), FNEEQ (Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec).

⁵ Les grands thèmes du FSM 2006 étaient 1- le pouvoir politique et les luttes pour l'émancipation sociale; 2- la résistance des peuples face aux stratégies impérialistes; 3- les ressources et droits pour la vie relative aux questions environnementales; 4- les diversités, identités et cosmovisions en mouvement qui abordaient la pluralité et l'interculturalité, le racisme et la reproduction de l'ordre colonial; 5- le travail, l'exploitation et la marchandisation de la vie (précarisation, exclusion, inégalité et pauvreté Nord-Sud); 6- la communication, la culture et l'éducation comme droits pour tous.

⁶ Le Vichama Teatro (Villa El Salvador, Pérou); Vichama collectif (Montréal, Québec); Forum de la Culture Solidaire; le Programme d'études sur la démocratie et la transformation globale de l'université Nacional Mayor de San Marcos (Lima, Pérou) www.democraciaglobal.org.

⁷ Voir l'expérience du Forum de la Culture Solidaire www.forodelaculturasolidaria.org.



Mentionnons qu'en se faisant, pour la première fois, l'hôte d'une rencontre internationale d'aussi grande envergure, le Venezuela aurait eu tout avantage à s'inspirer un peu plus de ce qui se faisait dans les années antérieures à Porto Alegre. L'éloignement et l'éparpillement des lieux de rencontres rendaient l'assistance aux ateliers fastidieuse et les longs déplacements occasionnèrent par le fait même l'annulation de nombreux ateliers sans préavis. Sans compter qu'un travail d'agglutination plus poussé aurait pu être fait afin de rassembler sous un même toit certains ateliers aux thèmes connexes. Ceci, sans parler du Campement de la Jeunesse qui, géré par l'armée et les autorités locales, a laissé peu de place à l'autogestion et aux initiatives des participantEs⁸.

Le processus bolivarien vu de près

Le choix du lieu où se tient cette rencontre annuelle du mouvement altermondialiste constitue en soi un geste politique. La ville de Porto Alegre au Brésil avait été retenue lors de la première édition du FSM en 2001 car, en plus de se trouver dans l'hémisphère sud, on y retrouvait un système politique municipal et provincial basé sur des principes de démocratie participative prometteurs dont on souhaitait s'inspirer. La tenue du VI^e Forum social mondial au Venezuela visait à appuyer symboliquement les mesures sociales mises en place par le gouvernement Chávez et à observer de plus près la révolution bolivarienne, c'est-à-dire tout ce processus de transformation sociale basé sur la justice et l'inclusion, initié par l'État et visant à travailler de concert avec les communautés locales.

En remettant l'économie au service du peuple, notamment par le réinvestissement des profits découlant de la vente du pétrole dans des programmes sociaux, les politiques du gouvernement Chávez suscitent la curiosité et l'engouement pour plusieurs. De plus, il donne l'exemple qu'il est possible, malgré les difficultés socio-économiques, de créer des systèmes de santé et d'éducation universels et d'en faire des droits fondamentaux inclus dans la Constitution du pays⁹. En visitant les *barrios* (quartiers moins riches) en banlieue de Caracas, il est possible de constater les retombées positives des programmes sociaux auxquels le gouvernement consacre désormais 31% de son PIB. En plus des missions d'alphabétisation *Robinson* et des missions *Barrio Adentro* qui permettent aux gens de recevoir gratuitement les soins de quelques 20 000 médecins cubains, on y retrouve également des projets de radio et de journaux communautaires alternatifs et indépendants ainsi que des supermarchés économiques où les aliments sont vendus 30% du prix du marché. Appuyé par la grande majorité de la population du Venezuela, le gouvernement Chávez a initié un processus de transformation sociale innovateur qui touche autant les paysanNEs (2 millions d'hectares ont été distribués à environ 10 000 familles) que les habitantEs des zones urbaines (via le Comité de terres urbaines qui permettent à de nombreuses familles de devenir propriétaires de leurs maisons)¹⁰.

Bien qu'il subisse les foudres des élites économiques du pays, constituées principalement de gens issus du milieu des affaires et de la bourgeoisie, qui voient dès lors leurs intérêts menacés, le Président Hugo Chávez a le mérite d'appuyer les initiatives populaires (organisations communautaires, coopératives, projets d'économie sociale, médias communautaires) qui étaient déjà en place avant son arrivée ou qui désormais se multiplient. Ceci tout en maintenant la liberté de presse aux médias privés qui ne cessent de le critiquer. Voici un des éléments qui distinguent le socialisme vénézuélien du socialisme cubain et ce bien que Chávez voue une grande admiration à Fidel Castro qu'il n'oublie d'ailleurs pas de saluer publiquement dans ses discours. Malgré qu'il faille demeurer critique envers tout système politique, ce que n'hésitent pas à faire les groupes de femmes afin de s'assurer que la lutte pour l'égalité demeure une priorité, il va sans dire que le Président Chávez insuffle énormément d'espoir au peuple vénézuélien en le remettant au centre de ses préoccupations. En retour, nombreux sont ceux qui lui vouent un amour qui frôle presque l'idolâtrie à en croire les tee-shirts portés par ses admirateurs et toutes les chemises, porte-clés et poupées à l'effigie de Chávez que proposent les marchandEs ambulants.

La présence de Chávez au FSM

Bien que le Forum social mondial se veuille un espace non-partisan, un discours public du Président était incontournable. Tel que le faisait remarquer les organisateur/trices du Forum social alternatif qui se tenait en marge du FSM, le contexte vénézuélien rendait difficile la tenue de l'événement de façon complètement indépendante du gouvernement¹¹. Malgré l'importance que l'allégeance politique revêt au Venezuela, les forces pro-chavistes se sont tout de même montrées discrètes lors de la marche d'ouverture et, de façon générale, nous pouvons dire que le FSM a conservé son côté international et pluriel en demeurant l'espace de discussion et de rencontre qu'il se doit d'être. Si de dire que Chávez aurait « récupéré » le FSM est quelque peu exagéré, il est plus juste de noter qu'il n'a pas pu s'empêcher, lors de son discours du 27 janvier devant 10 000 personnes¹², de vanter la révolution bolivarienne comme l'avenue la plus prometteuse pour lutter contre l'impérialisme américain et le néolibéralisme. Pour lui, l'alternative à l'impérialisme est claire, « le socialisme ou la mort »¹³ a-t-il dit, citant Rosa Luxembourg, et faisant référence au capitalisme qui détruit toute forme de vie. De mon côté, je préfère encore dire qu'elle est une avenue parmi les « autres mondes possibles » proposés au sein de la mouvance altermondialiste.

Invité à la toute fin du FSM à l'Assemblée des mouvements sociaux, Chávez a lancé un appel à la réflexion quant à la prise de pouvoir dont le FSM devait se doter afin d'éviter que celui-ci ne devienne un simple espace touristique et folklorique. Un commentaire qui rejoint les préoccupations contenues dans les analyses du processus que représente le FSM. En même temps que la question des relations entre le champ politique et les mouvements sociaux prend de plus en plus d'importance au sein des discussions, plusieurs voudraient voir le FSM prendre davantage de pouvoir politique; alors que pour d'autres, il doit demeurer un espace ouvert de dialogue dans le respect de la diversité et de la pluralité des opinions et des luttes.

⁸ Pour plus de détails sur le fossé entre la vision des organisateurs et celle des participants au campement lire l'article « La culture organisationnelle vénézuélienne rencontre celle du campement » par Manon Ruel sur le site de l'AMARC www.amarc.org ou <http://wiki.amarc.org/?action=shownews&id=624&lang=FR>

⁹ La Constitution du Venezuela adoptée en 1999 et approuvée par 72% des VénézuélienNEs est à la base de nombreuses politiques.

¹⁰ Ces chiffres sont tirés du document *Misiones Bolivarianas* publié par le Ministère de la communication et de l'information du Venezuela, janvier 2006 www.mci.gob.ve et de l'article de Pierre Beaudet « À la rencontre du mouvement populaire du Venezuela » du 9 février 2006, www.alternatives.ca

¹¹ Le Forum social alternatif ou l'Alterforo tenait à organiser une rencontre autogérée et indépendante du gouvernement en place afin de discuter librement, hors de la structure alourdie du FSM, de divers sujets dont, entre autres, les impacts sociaux et environnementaux des projets économiques gouvernementaux. Pour en savoir plus: <http://www.fsa.contrapoder.org.ve/alterforo.htm>

¹² dont une importante délégation cubaine d'environ 800 personnes.



Vers une prise de pouvoir politique plus grande

À la base, le Forum social mondial est un espace de discussion, de réflexion et de débat sur les enjeux de la mondialisation et un lieu de consolidation de réseaux travaillant à des causes communes en vue de permettre le partage d'expériences en provenance de partout à travers le monde ainsi que la construction de propositions, d'alternatives et de stratégies de résistance à la domination du monde par les multinationales et les intérêts économiques. Comme le disait un Africain présent au Forum social mondial de Bamako, c'est le lieu d'écoute des problèmes du monde « *puisque les grands de ce monde ne débattent pas des véritables problèmes des peuples, il faut bien que nous en parlions. Même si on a pas beaucoup de pouvoir décisionnel, on espère que d'en parler, ça pourra les égratigner* ».

Si le FSM est bel et bien un espace pour que les groupes se réunissent et échangent des idées, cela ne suffit pas pour les forces politiques de gauche et ceux qui aimeraient voir s'élaborer un programme ayant plus de poids politique au niveau international. Les enjeux quant à la résistance en marge du pouvoir étatique ou l'investissement des structures de gouvernance plus officielles ont traversé plusieurs débats. L'élaboration d'une déclaration finale afin d'arriver à des propositions concrètes autour desquels tous peuvent travailler parallèlement semble de plus en plus nécessaire. Sans avoir résolu les dilemmes entourant le respect de la pluralité des opinions et la prise de pouvoir, le FSM s'est conclu par des réflexions autour du type de démocratie et d'organisation dont le mouvement social doit se doter pour s'exprimer politiquement.

Parmi les actions proposées, retenons les mobilisations mondiales afin d'exiger le retrait de l'occupation militaire américaine en Irak et en Afghanistan les 19 et 20 mars prochain, une rencontre des mouvements sociaux à La Havane, à Cuba, durant la dernière semaine d'avril et une rencontre de réflexion et de mobilisation en Équateur contre les bases militaires nord-américaines en Amérique Latine prévue pour mars 2007.

Le Forum constitue un processus extrêmement porteur d'espoir. Il est le lieu pour questionner la mainmise des multinationales sur les gens et les gouvernements en remettant les droits humains et environnementaux en priorité. La tenue d'un Forum social européen au début mai à Athènes, en Grèce, et le Forum social québécois qui se tiendra en juin prochain à Trois-Rivières témoignent de sa portée. Le prochain FSM quant à lui aura lieu à Nairobi au Kenya, en 2007. En terminant, ajoutons, que le Forum social mondial nous permet de constater une fois de plus l'émergence d'une société civile internationale altermondialiste en ébullition et constitue le lieu d'expression des visions et des espoirs d'un nombre toujours croissant de personnes, qui de retour chez eux continuent de s'impliquer dans leur milieu et de travailler à la construction d'autres mondes possibles.

Manon Ruel

Étudiante à la maîtrise en anthropologie, animatrice à CKIA 88,3 FM et participante au FSM 2006 de Caracas.

Sites à visiter :

Forum Social Québécois : www.forumsocialquebec.org

Forum social mondial 2006 : www.forosocialmundial.org.ve

Campement de la Jeunesse : www.campementjeunesse.org

Ciranda international de l'information indépendante : www.ciranda.net



Disponibles à Carrefour Tiers-Monde

- CARREFOUR TIERS-MONDE. "La passion de la solidarité, les 35 ans de Carrefour Tiers-Monde". Québec, septembre 2004, 42 pages.

En vente :

- CARREFOUR TIERS-MONDE, « Mondialiser la solidarité ». Édition revue, corrigée et augmentée, Québec, 2000, 84 p.
Prix : 10.00 \$
- CARREFOUR TIERS-MONDE. « Commerce équitable : le monde entre nos mains ! ». Québec, juin 2002, 72 p.
Prix : 10.00 \$
- DE VARENNES, Chantal. « Inzobé. Celle qui a la peau blanche », Québec, Éd. Du Brouillard, 2004, 223 p.
Prix : 24.95 \$
- TURCOTTE, Robert, « Les mensonges de la guerre en Irak ». Propos recueillis par Yan Muckle, Montréal, Ed. Les Intouchables, 2003, 188 p.
Prix : 19.95 \$

Nouvelle acquisition :

- LORD, Annie, en collaboration avec Plan Nagua, « Prendre le temps d'atterrir : Carnet de retour de l'étranger », Québec, Éd. Plan Nagua, 3e trimestre 2005, 58 pages.
-Que ce soit suite à un stage de solidarité internationale, un séjour professionnel, un tour du monde sur le pouce ou encore à des études outre-mer, **le blues du retour** attend les globe-trotters. Le carnet de retour invite les voyageurs à se donner le temps de réflexion nécessaire pour bien atterrir... avant de s'engager dans de nouveaux projets. Outil innovateur, pour ceux qui partent comme pour ceux qui reviennent. Pour en savoir plus : <http://pages.globetrotter.net/carnetderetour>.
Prix : 20.00\$





nicole piché
Carrefour information
Téléphone : (418) 647-5853

NOUS FAIRE CONNAÎTRE VOS ACTIVITÉS
POUR LE CARREFOUR INFORMATION DU MOIS DE AVRIL 2006
AVANT 17H, LE 22 MARS 2006

Carrefour Tiers-Monde
365, boul. Charest Est
Québec, G1K 3H3
www.carrefour-tiers-monde.org
info@carrefour-tiers-monde.org



Le Carrefour information du mois de mars est publié avec la collaboration de :

Michel Yacoub

Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives et rentes collectives
Au service des salarié-Es et du personnel des organismes communautaires

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

*Je désire saluer les femmes du
monde entier qui luttent pour
l'égalité et la dignité.
Leur courage façonnent notre
humanité!*

Hébergez votre site Internet sur <http://www.ecohosting.net> et supportez Carrefour Tiers-Monde



OFFRE D'EMPLOI

CarrefourTiers-Monde recrute présentement pour son comptoir de vente de commerce équitable du 320 rue St-Joseph Est. Il s'agit d'un poste à 35 heures/semaine du lundi au vendredi. Le candidat doit être éligible à une subvention salariale ciblée. Pour toute information, veuillez téléphoner à Carrefour Tiers-Monde au 647-5853.

Description de poste

Vendeur/se à la boutique ÉquiMonde

Sous la responsabilité de la responsable du commerce équitable, le titulaire de se poste devra accomplir les tâches suivantes :

- Accueillir et répondre aux clients de la boutique en informant sur le commerce équitable et ses conséquences, l'origine des articles etc.
- Effectuer les transactions à l'aide d'une caisse enregistreuse.
- Effectuer, lors de kiosques ponctuels, la vente de produits équitables et sensibiliser les clients au commerce équitable.
- Inventaire
- Réception de marchandises
- Étiquetage
- Travailler en collaboration avec les bénévoles sur place.
- Maintenir les lieux propres et en ordre.



La multinationale du XXI^e siècle

Petites mains du Sud pour firme du Nord

Peu soucieuse sur les conditions de travail dans les entreprises auprès desquelles elle se fournit, Wal-Mart sous-traite une grande partie de ses produits en Afrique, en Amérique latine, et désormais en Chine, où les salaires sont encore plus bas.

Par Jean-Christophe Servant

Jane Doe II, qui utilise ce pseudonyme pour « se protéger ainsi que sa famille de tous préjudices et représailles », travaille depuis septembre 2003 sur une machine à coudre d'une usine de confection de Shenzhen, dans le sud de la Chine. Comme 4800 autres entreprises du pays, sa société opère pour l'une des marques vendues par le géant du commerce de détail. Pour fournir les linéaires de Wal-Mart, Jane Doe II – l'une des 130 000 Chinois(es) qui oeuvrent pour un sous-traitant de la firme américaine – abat à l'occasion jusqu'à vingt heures de labeur par jour sans que ses heures supplémentaires soient payées. À 16.5 cents de l'heure (0.13 euro), Jane Doe II ne reçoit pas non plus le salaire minimum légal (31 cents ; 0.25 euro) requis par les lois du travail de son pays. Son entreprise ne lui ayant pas fourni la tenue de protection nécessaire, l'ouvrière souffre par ailleurs de troubles respiratoires et de démangeaisons cutanées dues aux poussières de coton et de laine auxquelles elle est exposée.

Mais soit elle accepte ces conditions, soit « elle perdra son emploi et sera mise sur une liste noire, pratique courante dans les usines de confection de Shenzhen », explique l'International Labor Rights Fund (ILRF). Cette organisation américaine a déposé, le 14 septembre dernier, au nom de l'ouvrière – et de quatorze autres personnes, asiatiques, africaines, latino-américaines, mais aussi des États-Unis, travaillant toutes pour des clients de Wal-Mart – une action en justice contre les pratiques sociales de la multinationale.

Selon l'ILRF, Wal-Mart a autorisé ses fournisseurs à « contrarier toute tentative pour former un syndicat(1) ». Wal-Mart aurait également fait des « déclarations fallacieuses au public américain relatives aux pratiques de la société en matière de droits humains et de droits des travailleurs ». Les faits reprochés à la firme constituent en effet une violation des obligations contractuelles qu'elle a elle-même imposées en 1992. Wal-Mart, précise la plainte, s'était « engagée à surveiller les usines de ses fournisseurs pour s'assurer de leur respect du code de conduite ».

Depuis 2001, l'entreprise américaine a accompagné – si ce n'est provoqué – la migration de ses sous-traitants vers les nouvelles zones économiques chinoises, au nom d'une logique résumée par le magazine en ligne *Fast Company* : « Wal-Mart a le pouvoir de serrer au maximum les marges de ses fournisseurs. Pour survivre à cette politique, les fabricants de tout ce qui peut se vendre – des soutiens-gorge aux vélos en passant par les blue-jeans – ont dû licencier leurs employés et fermer leurs usines américaines afin de sous-traiter outre-mer (2). » Plus de la moitié des importations de produits non comestibles proviennent aujourd'hui de Chine, où la multinationale compte également une centaine de supermarchés et sa principale centrale d'achat planétaire.

En acquérant 15 milliards de dollars de marchandises chinoises – soit 11% des échanges commerciaux sino-américains-, Wal-Mart représente le premier importateur mondial de produits fabriqués dans l'« atelier du monde ». En exigeant un calendrier serré et une baisse des coûts de fabrication, ajoute *Fast Company*, elle « lamine les fragiles avancées sociales chinoises, à coups de longues heures supplémentaires et de feu vert au licenciement arbitraire des travailleurs qui osent mettre en cause leurs conditions de travail ».

Le retour du serf et du vassal

Que Wal-Mart soit accusée de telles pratiques n'est pas inédit. Rien qu'en 2002, année où elle importa aux États-Unis 291 200 conteneurs de biens de consommation, la firme a fait l'objet de 6 000 plaintes en justice pour ses pratiques sociales. Mais la procédure intentée par l'ILRF tranche par sa dimension universelle (3). Aux côtés de Jane Doe II de Shenzhen, on trouve d'autres victimes anonymes d'une politique commerciale visant à « casser les prix à tout prix ». Elles travaillent à Mastapha (Swaziland), à Sebaco (Nicaragua), à Dacca (Bangladesh). La plupart sont des femmes. Leur histoire atteste une « Walmartisation » de la planète, un mot dont le syndicat mondial des professions du commerce estime qu'il est « en passe de devenir familier, et de signifier à la fois dumping social et antisindicalisme (4) ».

« À chaque époque, rappelle le professeur Nelson Lichtenstein, spécialiste de l'histoire ouvrière à l'Université de Californie de Santa Barbara, une entreprise prototype représente un ensemble novateur de structures économiques et de relations sociales. À la fin du XIX^e siècle, la Compagnie des chemins de fer de Pennsylvanie se considérait comme "la référence du monde"; au milieu du XX^e siècle, General Motors représenta le symbole d'une gestion bureaucratique et perfectionnée, et d'une production en série tirant profit des nouvelles technologies. Ces dernières années, Microsoft parut être le modèle d'une économie du savoir post-industrielle. Mais, au début du XXI^e siècle, Wal-Mart semble incarner à son tour le type d'institution économique qui transforme le monde en imposant un système de production, de distribution et d'emploi transnational et fortement intégré. » Cette fois, précise M Lichtenstein, « le revendeur global est le centre, le pouvoir, alors que le fabricant devient le serf, le vassal ».

Sous le feu de deux formes de contestation – internationale et locale, Wal-Mart s'est engagée en 2005 dans une importante opération de communication destinée, selon son président-directeur général Lee Scott Jr, à répondre à « l'une des campagnes les plus organisées, sophistiquées et coûteuses jamais lancées contre une seule entreprise ». Pour la question des sous-traitants, l'opération a consisté à relativiser les faits et à afficher sa conscience sociale. Wal-Mart assure ainsi être en rapports réguliers avec plusieurs organisations luttant pour la fermeture des *sweat shops* et des *maquiladoras* (5), d'où l'entreprise continue pourtant à importer 50% de sa marchandise étrangère.

Les *spin doctors* engagés par la firme ont pu nourrir leur contre-offensive des propos avisés du magazine américain *Fortune* : « Wal-Mart emploie directement 1.4 millions de personnes, soit 56 fois plus qu'une entreprise américaine moyenne. Ce qui fait que, dans l'absolu, une occurrence malheureuse a 5 500% plus de chances de survenir chez Wal-Mart que chez ses concurrents (6). »



Dans le même registre fataliste, M. Scott, qui a gagné en 2004, 16 000 fois plus qu'un ouvrier du Swaziland, a ajouté que « *tant qu'existera la cupidité, des gens enfreindront la loi* ». Mais ce genre de philosophie ne suffit pas, Wal-Mart indique avoir procédé en 2004 à plus de 12 000 inspections dans 7 600 usines, et avoir mis fin à ses relations commerciales avec 1500 usines, dont 108 définitivement, surtout pour des irrégularités concernant le travail des enfants.

Membre du collectif sud-africain Civil Society Research and Support Collective (CSRSC), Mme Aisha Bahadur a mené plusieurs enquêtes sur les conditions de travail dans les entreprises textiles d'Afrique australe et orientale. L'Afrique représente l'un des territoires les moins médiatisés de la « walmartisation » de la planète ouvrière. C'est pourtant l'une des zones où s'appliquent de la manière la plus brutale les diktats de la firme, lesquels « *affectent autour du monde les salaires, les conditions de travail, les pratiques manufacturières, voire le prix d'un yard de toile de denim* (7) ».

La multinationale américaine a su tirer parti des accords de libre-échange passés entre Washington et certains États africains. En janvier 2003, le Syndicat des ouvriers textiles du Lesotho (Lecawu) et la Fédération internationale des travailleurs du textile et de la maroquinerie (ITGLWF) ont dénoncé les conditions de travail de 21 entreprises sous-traitant pour Wal-Mart en banlieue de Maseru, capitale du Lesotho. L'affaire, qui implique des sous-traitants des marques Gap et Hudson Bay, a rappelé que, s'il n'y a pas de magasin Wal-Mart en Afrique, l'Afrique du textile est en revanche très présente dans les conteneurs destinés aux hypermarchés.

La sous-région australe est « privilégiée » par les trois accords de libre-échange (African Growth and Opportunity Act, ou AGOA) conclus depuis 2000 entre les États-Unis et certains États du continent noir. Or, pour bénéficier de la levée des barrières douanières vers les États-Unis, des entreprises textiles taïwanaises se sont délocalisées en masse en Afrique. Et, jusqu'en décembre 2004, leurs machines à coudre ont tourné à plein régime pour Wal-Mart, que Mme Bahadur identifie comme « *l'un des principaux bénéficiaires de l'AGOA et de l'accord multifibres privilégiant l'importation de textile à bas prix en Afrique* ». Les nouvelles zones industrielles des capitales régionales ont alors vu affluer une main-d'œuvre rurale que les sous-traitants se sont empressés de surexploiter. Les scandales ont obligé certaines de ces entreprises à fermer, d'autres les ont aussitôt remplacées.

Cela a duré jusqu'en janvier 2005. Car l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la fin de l'accord multifibres ont sonné le glas de cette période de plein-emploi. Les entreprises localisées en Afrique sont alors reparties vers le Sud-est asiatique, aussi facilement, note Mme Bahadur, qu'il est possible « *de mettre dans des conteneurs le matériel d'une entreprise textile. Quelque 60 000 travailleurs ont été licenciés entre octobre 2004 et mai 2005* ». Les ouvriers africains des entreprises textiles restées sur place, ajoute-t-elle, « *sont plus que jamais menacés par les politiques décidées par Wal-Mart* ».

Basée à Kampala, capitale de l'Ouganda, l'usine de confection Apparel Tri-Star Ltd, appartient à l'une des sociétés sri-lankaises bénéficiant de l'AGOA. Wal-Mart continue à sous-traiter avec elle en dépit des plaintes d'employés pourtant déposées devant l'Organisation internationale du travail (OIT). Tri-Star, précise la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), est « *une incroyable machine à violer les droits des salariés (en très large majorité des femmes)* (8) ». Les témoignages de certaines des 2 000 ouvrières conduisent en effet à s'interroger sur le comportement d'une entreprise pourtant présentée par les autorités du pays comme un exemple à suivre pour le développement de l'Ouganda.

« *Lorsque vous souhaitez aller aux toilettes, indique une ouvrière, il faut obtenir au préalable la permission du superviseur. Il vous donne alors une sorte de "bon de sortie", mais il n'en existe que deux par section de 70 travailleurs : on doit donc attendre son tour. C'est ensuite le sprint, car il est interdit de s'absenter plus de cinq minutes. Or la distance de l'atelier aux toilettes peut déjà prendre tout ce temps.* » Mais ce n'est pas tout : chaque absence, contrôlée par un garde de sécurité, donne lieu à l'inscription sur un registre de son nom, de son numéro de carte, de l'heure de son départ (et de celle de son retour). Une absence trop longue est sanctionnée par un avertissement, lequel peut déboucher sur un licenciement. En Afrique et ailleurs, « *les prix chaque jour plus bas* » ne sont pas bon marché pour tout le monde.

-
- (1) Cf. le site www.laborrights.org
 - (2) Charles Fishman, « The Wal-Mart you don't know », *Fast Company*, décembre 2003. <http://www.fastcompany.com/magazine/77/walmart.html>
 - (3) BBC world Service, "Wal-Mart hit by "sweat shop" claim", 13 septembre 2005.
 - (4) Lire le rapport de mars 2005 de l'union Network International (UNI), « The wal-martization of the world : UNI's global response », <http://www.union-network.org/UNISite/Sectors/Commerce/index.htm>
 - (5) Usines de sous-traitance situées en Amérique latine et dans les pays des Caraïbes.
 - (6) Jerry Useem, « Should we admire Wal-Mart? », *Fortune*, New-York, 8 mars 2004.
 - (7) Voir le site du CSRSC : <http://www.csrsc.org.za/>
 - (8) Lire *Le Monde syndical*, «Ouganda, un gouvernement au service des employeurs », août 2005, <http://www.icftu.org>



Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
			01	02	03	04
05	06	07	08 - Journée internationale des femmes	09	10	11
12	13	14	15	16	17 - Début de la Semaine d'actions contre le racisme - Spectacle d'humour	18 - Soirée cinéma
19 - Début de la Semaine de l'eau	20 - Journée de la francophonie - Conférence	21 - Atelier/Débat - Conférence	22 - Foire aux alternatives - Table-Ronde - Spectacle littéraire - Journée internationale de l'eau et Marche pour l'eau	23 - Atelier/Débat	24 - Soirée « Conteurs d'eau »	25
26 - Forum	27	28	29	30	31	

Carrefour information mars 2006